

FACE À LA CRISE CLIMATIQUE, LES PEUPLES ONT LES SOLUTIONS

*Lyda Fernanda Forero
et Martín Drago*

Lyda Fernanda Forero

coordonne le programme Justice agricole et environnementale du Transnational Institute (TNI). TNI est un institut international de recherche et de plaidoyer œuvrant à la construction d'un monde juste, démocratique et durable. Basé à Amsterdam (Pays-Bas), il assure un lien unique entre les mouvements sociaux, les universitaires engagé·é·s et les responsables de l'élaboration des politiques.

Martín Drago coordonne le programme Souveraineté alimentaire d'Amis de la Terre International, à Montevideo (Uruguay). Amis de la Terre International mène des campagnes et promeut des solutions axées sur la création de sociétés justes d'un point de vue environnemental et social.

« [P]ermettre au mécanisme du marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur environnement naturel [...] aurait pour résultat de détruire la société. »

La Grande Transformation, Karl Polanyi (1983)¹

Plus les années passent, plus les annonces faisant état de l'augmentation des températures mondiales et des dénommés phénomènes climatiques extrêmes (inondations, cyclones, sécheresses, etc.) se font fréquentes, et plus leurs conséquences sur les peuples sont manifestes. Parmi ces impacts figurent les risques posés à la concrétisation même du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates.

Remerciements

Le présent article entend refléter les connaissances et l'expérience accumulées sur le sujet par les mouvements sociaux qui luttent pour la justice environnementale (notamment la justice climatique), économique et sociale. Merci à José Elosegui (Radio Mundo Real) et Antonio Onorati (Centro Internazionale Crocevia) pour leur aide à la révision du présent article.

Photo

Une femme participant à une manifestation pour la justice climatique (Paris, France, 2015). Image de Ronnie Hall.

- 1 Polanyi, Karl, *La Grande Transformation*, Paris : Gallimard, 1983 [1944].
- 2 Amis de la Terre France (ATF), *La nature n'est pas à vendre !*, 2012. www.lalabo-ess.org/IMG/pdf/amisdelaterre_campagne_nature.pdf
- 3 GIEC, *Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse*. Contribution des groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, [sous la direction de l'équipe de rédaction principale, R. K. Pachauri et L. A. Meyer], Genève : GIEC, p. 4. www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf
- 4 *Ibid.*, p. 48.
- 5 Grain, *Hold-up sur le climat. Comment le système alimentaire est responsable du changement climatique et ce que nous pouvons faire*, Grain et CETIM, 2016. www.grain.org/article/entries/5376-hold-up-sur-le-climat-comment-le-systeme-alimentaire-est-responsable-du-changement-climatique-et-ce-que-nous-pouvons-faire (disponible en ligne en espagnol et en anglais et sur commande en français)

Au moment de rechercher des solutions, il est important de comprendre, au-delà de la conjoncture actuelle, que nous sommes confronté-e-s à une nouvelle manifestation de la crise systémique, et qu'il est donc adapté de parler de crise *climatique ou environnementale*.

Afin de bien saisir la situation actuelle, il est fondamental de comprendre le rôle qu'ont joué quatre facteurs qui se sont développés ces quarante dernières années : l'assujettissement de l'économie réelle à la sphère financière (« financiarisation »), l'extension à tous les aspects de la vie de l'analyse basée sur une vision purement économique, l'échec du « processus de Rio » et la financiarisation de la nature comme l'un des pivots de l'accumulation de capital à l'ère néolibérale.

En d'autres termes, l'économie mondiale est devenue un casino où l'on peut spéculer sur tout et où les intérêts du secteur financier priment sur les besoins des peuples². La nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), désormais évidente et impérieuse, ainsi que la dégradation de la biodiversité se sont ainsi converties en d'excellentes opportunités commerciales.

EN CAUSE, LE SYSTÈME CAPITALISTE

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) :

« Les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, qui ont augmenté depuis l'époque préindustrielle en raison essentiellement de la croissance économique et démographique, sont actuellement plus élevées que jamais, ce qui a entraîné des concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux sans précédent depuis au moins 800 000 ans. Leurs effets, associés à ceux d'autres facteurs anthropiques, ont été détectés dans tout le système climatique et il est extrêmement probable qu'ils aient été la cause principale du réchauffement observé depuis le milieu du XXe siècle. »³

Le GIEC signale également que « les émissions de CO2 imputables à l'usage de combustibles fossiles et aux procédés industriels ont contribué dans une proportion de 78 % à l'accroissement du total mondial des émissions de GES entre 1970 et 2010 [...]. [L']accroissement est directement attribuable aux secteurs de l'énergie (47 %), de l'industrie (30 %), des transports (11 %) et du bâtiment (3 %) »⁴.

Le rapport de GRAIN analysant de manière plus spécifique ces données et s'attachant à démontrer les responsabilités du système alimentaire dans le changement climatique conclut que ce dernier génère entre 44 et 57 % des émissions de GES⁵, ce qui souligne le besoin urgent de transformer ce système de production, de distribution et de consommation d'aliments.

Quel est le rôle des différents pays et des différentes régions dans la crise climatique et ses impacts. Historiquement, ce sont les pays industrialisés qui portent cette responsabilité, car ils sont à l'origine de l'immense majorité des gaz à effet de serre, entraînant par là même des dommages irréversibles sur les régimes climatiques mondiaux⁶. Ceci a été reconnu dans le *Protocole de Kyoto*⁷ avec le principe de « responsabilités communes mais différenciées », et a servi de base pour fixer la première période d'engagement de réduction des émissions de GES entre 2008 et 2012.

Nous pouvons donc dire que les pays industrialisés et les élites nationales des pays du Sud ont une dette écologique⁸ à caractère politique, résultant de l'existence d'une division internationale – et de classe – des responsabilités face au changement climatique. Le fait que les régions et les pays présentant les plus hauts niveaux d'inégalités soient aussi les plus vulnérables aux impacts du changement climatique n'est pas le fruit du hasard et a des conséquences⁹.

Il est essentiel de reconnaître que la croissance économique et démographique à laquelle fait référence le rapport du GIEC est le résultat du modèle capitaliste, dont les principaux acteurs sont les entreprises transnationales et les élites nationales associées. Ce modèle repose sur l'usage des combustibles fossiles, l'extraction et la destruction du patrimoine naturel, la production industrielle à grande échelle, principalement axée sur le commerce international, et le consumérisme.

Autrement dit, la crise climatique que nous vivons à l'heure actuelle est intimement liée au modèle de production, de distribution et de consommation, ainsi qu'au modèle culturel et de valeurs qui le sous-tend. Par conséquent, la crise climatique est aussi une crise systémique.

LES FAUSSES SOLUTIONS DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA CRISE CLIMATIQUE

Vingt-cinq ans après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro (Brésil), les conférences des parties organisées par les institutions qui en sont issues se comptent par dizaines¹⁰. Malgré cela, non seulement nous n'avons guère progressé dans la protection des moyens d'existence des peuples et de la biodiversité, mais les déséquilibres climatiques et les processus de dégradation de la biodiversité et de désertification se sont au contraire accélérés.

S'agissant du changement climatique, l'institution créée en 1992 est la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). C'est dans ce cadre qu'ont été définis les principaux engagements et directives en matière d'adaptation, d'atténuation et de financement.

Les solutions mises en œuvre par cette instance ont visé à maintenir les structures économiques et politiques existantes, tout en recherchant de nouvelles opportunités pour le développement des marchés et des marchandises, s'inscrivant ainsi dans un processus au service des intérêts des entreprises transnationales et des élites nationales associées.

Pour expliquer ce processus, Kosoy et Corbera¹¹ définissent trois étapes dans la marchandisation de la nature : 1) « réduction d'une fonction écologique au niveau d'un service environnemental séparable de l'ensemble de l'écosystème » ; 2) « attribution d'une valeur d'échange unique à ce service », et 3) « mise en relation des 'fournisseurs' et des 'consommateurs' de ces services sur des marchés ou des lieux d'échange assimilés ».

6 Voir :

unfccc.int/kyoto_protocol/items/2830.php

7 ONU, *Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 1998. unfccc.int/resource/docs/convkp/kpfrench.pdf

8 Voir : Pérez Rincón, Mario Alejandro, *Comercio Internacional y Medio Ambiente en Colombia*, Thèse de doctorat, Programme de doctorat en sciences environnementales, Institut de Ciència i Tecnologia Ambientals (ICTA), Barcelone, 2006, pp. 194. www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/4072/mapr1de1.pdf (en espagnol)

9 *Op. cit.*, note 3, p. 57.

10 Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations Unies, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD).

11 Kosoy, Nicolás, et Corbera, Esteve, "Payments for Ecosystem Services as Commodity Fetishism", *Ecological Economics*, vol. 69, n° 1, 2010, pp. 1228-1236.

- 12 Harvey, David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press, 2005, pp. 166.
- 13 *Ibid.*, p. 172.
- 14 *Ibid.*, p. 174.
- 15 *Ibid.*
- 16 Fatheuer, Thomas, *Nueva economía de la naturaleza: Una introducción crítica*, Serie Ecología, vol. 35, Mexico : Heinrich Böll Stiftung, 2014, pp. 12-13. mx.boell.org/sites/default/files/nueva_economia.pdf (en espagnol)
- 17 Grupo Carta de Belém, *Quem ganha e quem perde com o REDD e Pagamento por Serviços Ambientais?*, 2001, p. 4. br.boell.org/sites/default/files/downloads/documento_redd_carta_de_belem_nov_2011.pdf (en portugais)
- 18 *Op. cit.*, note 2.
- 19 Barbesgaard, Mads, *Blue Carbon: Ocean Grabbing in Disguise?* Amsterdam : Transnational Institute. www.tni.org/en/publication/blue-carbon-ocean-grabbing-in-disguise (en anglais)
- 20 Pour en savoir plus sur la question de l'impunité des entreprises, voir l'entretien avec la société civile « Le Traité sur les sociétés transnationales et la lutte pour mettre fin à l'impunité des entreprises », *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2015, pp. 45-52. www.righttofoodandnutrition.org/fr/node/39
- 21 Lang, Chris, "A very different kind of Walt Disney production: Conservation International's REDD project in the Democratic Republic of Congo", REDD Monitor, 2 septembre 2011. www.redd-monitor.org/2011/09/02/a-very-different-kind-of-walt-disney-production-conservation-internationals-redd-project-in-the-democratic-republic-of-congo/ (en anglais)
- 22 Amis de la Terre International, « Nouveau rapport : le premier grand projet 'REDD' viole les droits des peuples indigènes », 6 décembre 2011. www.foei.org/fr/espace-presse/archive-par-sujet/justice-climatique-lenergie/new-report-worlds-first-big-redd-project-violating-indigenous-peoples-rights
- 23 Amis de la Terre International, *How corporations rule – Part 3: Vale – leading the corporate lobby for easier offsetting and other false 'green' solutions*, Amsterdam : FOEI, 2012. www.foei.org/wp-content/uploads/2012/01/Vale-Case-for-web-English.pdf (en anglais)
- 24 Fernanda, Lyda, et al., *Le lobby d'Anglo American pour l'énergie polluante et ses fausses solutions pour le climat. Comment les transnationales commandent*, Amsterdam : Transnational Institute, 2014. www.tni.org/en/node/1604?content_language=fr
- 25 *Déclaration finale du Sommet des peuples de Rio+20 pour la justice sociale et environnementale*, Rio de Janeiro, 2012. www.org.uy/oldsite/RIO+20/Declaration_finale.pdf; *Déclaration du Sommet de peuples face au changement climatique*, Lima (Pérou), 2014. www.ritimo.org/IMG/pdf/declaration_lima.pdf

Le néolibéralisme « a incontestablement fait reculer les frontières de la marchandisation et considérablement étendu la portée des contrats », en particulier ceux à court terme¹², dont la logique a eu des conséquences désastreuses sur l'environnement¹³, en considérant, de façon générale, que l'épuisement des ressources naturelles survient de façon linéaire. Les preuves indéniables que « de nombreux systèmes écologiques s'effondrent brusquement après avoir atteint un point de bascule, au-delà duquel leur capacité de reconstitution naturelle ne fonctionne plus », sont ignorées¹⁴.

Nous sommes face à un nouveau processus d'accumulation primitive, que Harvey décrit comme un « processus d'accumulation par dépossession »¹⁵.

Dans la pratique, cela signifie que les peuples qui vivent sur ces territoires en viennent à être identifiés comme des « fournisseurs ou des prestataires de services environnementaux », ce qui a d'importantes répercussions sur leurs modes de vie et « sur leur identité en tant qu'acteurs politiques et porteurs d'un projet de société alternatif, reconnu socialement grâce à leurs activités et leurs luttes historiques ». Cette progression des mécanismes d'appropriation des territoires s'accompagne d'une interruption des politiques publiques favorables à l'accès des peuples – véritables garants de la protection de la nature¹⁶ – aux territoires¹⁷.

Ce processus repose sur le postulat selon lequel le marché est le meilleur moyen d'affecter les ressources et, en l'espèce, de répondre à la problématique environnementale et climatique. Cela introduit non seulement le principe du « pollueur-payeur », mais également celui du « pollueur-vainqueur ». La nature et tous ses « biens » offrent aujourd'hui un nouveau marché nécessaire, qui permettra au système de sortir de la crise économique-financière qu'il a créée¹⁸. Cela revient, en somme, à proposer de vendre la nature pour la sauver¹⁹. Et à tenter de résoudre la crise en en aggravant les causes.

Les mécanismes de marché constituent une façon de vendre aux entreprises des « droits à polluer ou à extraire » et, dans le même temps, de poursuivre l'expansion de la frontière extractive (généralement par le biais des mêmes entreprises) vers des régions occupées par des communautés traditionnelles, sous prétexte de conservation de l'environnement. Le Mécanisme de développement propre (MDP), la Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), l'agriculture intelligente face au climat (AIC) et le carbone bleu sont quelques-uns de ces mécanismes.

Ces différentes propositions, regroupées sous l'appellation d'« économie verte » (ou bleue), sont considérées comme une prétendue possibilité de maintenir la croissance économique et de garantir la protection de l'environnement.

On pourrait donc affirmer que les politiques de lutte contre le changement climatique constituent un nouvel avatar de « l'architecture de l'impunité »²⁰, dans la mesure où elles permettent aux entreprises de continuer à détruire la planète.

En ce sens, les organisations et les mouvements sociaux considèrent les réponses mises en œuvre à la suite de la CCNUCC comme de « fausses solutions », car non seulement elles ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la crise climatique, mais, de surcroît, dans la majorité de cas où ces mécanismes ont été appliqués, ils ont généré des conflits supplémentaires sur les territoires. On peut notamment citer les projets pilotes REDD en République démocratique du Congo²¹ et en Indonésie²², le choix de l'entreprise Thyssen-Krupp Companhia Siderúrgica do Atlântico comme projet MDP au Brésil²³ ou l'utilisation de mécanismes de compensation de la biodiversité dans des mines de charbon en Colombie^{24 25}.

LES VÉRITABLES SOLUTIONS VIENNENT DES PEUPLES

La résolution de la crise climatique exige une véritable transformation, qui sera systémique ou ne sera pas. Pour cela, il est indispensable de mettre en place des politiques publiques qui encouragent et soutiennent la transition vers des modèles de production, de distribution et de consommation durables²⁶. Ces politiques publiques doivent être mises en œuvre grâce à des fonds publics, de manière transparente et avec un contrôle social. Pour ce faire, il est nécessaire de renverser tous les processus de privatisation de ces politiques, mais aussi de la nature et de la vie.

Il convient également d'amorcer une transition qui démantèle l'architecture de l'impunité dont bénéficient les entreprises transnationales et les élites nationales et qui se fonde sur la solidarité, la justice sociale, environnementale et de genre, le respect des différentes manières d'appréhender le monde qu'ont les peuples, la garantie du droit à la terre, à l'eau et à d'autres territoires, y compris la ville, ainsi que sur la garantie du droit à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale et à un environnement sain. Une transition construite avec le peuple, contre toute forme d'oppression, qu'elle soit raciale, ethnique, de genre ou sexuelle.

Une transformation de la matrice énergétique et du système alimentaire est nécessaire. C'est ce à quoi contribue la souveraineté alimentaire, voie proposée par La Via Campesina et approfondie lors du Forum international pour la souveraineté alimentaire de Nyéléni (2007)²⁷, en misant sur des systèmes alimentaires aux mains des peuples et au service de l'humanité, où celles et ceux qui produisent entre 70 et 80 % des aliments consommés dans le monde (les petites productrices et petits producteurs) jouent un rôle central et « peuvent refroidir la planète », comme le signalent La Via Campesina et Grain.

Cette transformation impose de « [considérer] les femmes comme des sujets de droit à part entière et [d'œuvrer] à leur autonomisation et une équité réelle »²⁸. Pour cela, il s'avère fondamental de déconstruire le patriarcat, d'éradiquer toutes les formes de violence et d'oppression contre les femmes et de rendre visible le rôle central joué par ces dernières, depuis des temps immémoriaux, dans le développement des systèmes alimentaires.

« Ce sont les paysannes et les paysans, les petits producteurs [d'aliments], de concert avec les consommateurs et consommatrices qui choisissent des produits agroécologiques locaux, qui offrent la solution à la crise climatique »²⁹, et ils occupent une place prépondérante dans la concrétisation du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates.

Les peuples entendent décider à quoi et à qui servent les communs et veulent exercer le contrôle populaire et démocratique de leur utilisation productive.

26 Pour en savoir plus à ce sujet, voir l'article « Les luttes et les défis inhérents à la construction de nouveaux systèmes agroalimentaires », dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

27 Voir le document final du Forum. www.nyeleni.org/IMG/pdf/31Mar2007NyeleniRapportSynthese-fr.pdf

28 Voir l'article « De l'approche marchande à la centralité de la vie : un changement urgent pour les femmes », dans la présente édition de *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

29 La Via Campesina et Grain, *Ensemble nous pouvons refroidir la planète !*, novembre 2016. www.grain.org/fr/article/entries/5621-bd-ensemble-nous-pouvons-refroidir-la-planete